



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

activités

Question écrite n° 25314

Texte de la question

M. André Chassaigne interroge M. le ministre du redressement productif sur la campagne de publicité lancée par la filiale PSA banque. Alors que le groupe PSA Peugeot-Citroën prépare son vaste plan de suppression de plus de 11 000 emplois et l'arrêt de l'usine d'Aulnay dès 2014, et que les salariés continuent leur lutte pour la défense de l'emploi, le service audiovisuel public diffuse à longueur de journée une campagne d'offre promotionnelle concernant un livret d'épargne lancé par la banque PSA finance, filiale du constructeur éponyme. Cette campagne sur les ondes publiques apparaît comme une véritable provocation au regard des dérives financières du groupe et de la politique qu'il mène en terme d'emploi. Il poursuit par ailleurs la même stratégie que Renault, avec la préparation d'un « accord de compétitivité » qui viserait à augmenter le travail dans la journée tout en supprimant le travail de nuit, plus onéreux. Alors que l'État a apporté sa garantie à cette filiale, à hauteur d'un montant de 7 milliards d'euros d'ici à fin 2015, voici donc l'ultime provocation à laquelle doit faire face les salariés du groupe devant les chaînes de l'audiovisuel public, en supportant un livret censé financer « l'économie réelle ». Il lui demande donc s'il compte faire cesser cette campagne publicitaire provocante sur les chaînes financées par la contribution sur l'audiovisuel public.

Données clés

Auteur : [M. André Chassaigne](#)

Circonscription : Puy-de-Dôme (5^e circonscription) - Gauche démocrate et républicaine

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 25314

Rubrique : Banques et établissements financiers

Ministère interrogé : Redressement productif

Ministère attributaire : Économie

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [30 avril 2013](#), page 4683

Question retirée le : 20 juin 2017 (Fin de mandat)